

"Mobilisation des Mineurs et Métallurgistes contre le Plan Schuman" dans Le Mouvement Syndical Mondial (20 octobre 1950)

Légende: Farouchement opposé au plan Schuman, le Mouvement syndical mondial, d'obédience communiste, fustige avec virulence la mainmise américaine sur l'économie européenne et prédit une aggravation de la situation matérielle de la classe ouvrière.

Source: Le Mouvement syndical mondial. 20 octobre 1950, n° 11. [s.l.]. "Mobilisation des Mineurs et Métallurgistes contre le Plan Schuman", auteur:Higgs, Peggy , p. 24-30.
Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [s.l.]. Archives Jean Monnet. Fonds AMG. 27/1/13.

Copyright: (c) Le Mouvement Syndical Mondial

URL:

http://www.cvce.eu/obj/mobilisation_des_mineurs_et_metallurgistes_contre_le_plan_schuman_dans_le_mouvement_syndical_mondial_20_octobre_1950-fr-7442069c-d2b6-4cc6-910f-f201cf8e4df3.html



Date de dernière mise à jour: 04/08/2016

Peggy Higgs

Mobilisation des Mineurs et Métallurgistes contre le Plan Schuman

Des mines abandonnées ; des usines fermées ; des milliers de travailleurs privés de leurs emplois ; d'autres jetés hors de leurs foyers ; des métallurgistes ayant une longue expérience professionnelle transférés au bâtiment ou à l'agriculture ; partout la pression qui s'exerce sur ceux qui travaillent encore pour peiner plus vite, plus dur et plus longtemps et pour un salaire moindre ; et la crainte d'un chômage massif s'étend comme un cancer sur l'Europe Occidentale.

Tout ceci se passe maintenant. Le Plan Schuman – plan qui vise à concentrer les industries vitales de l'Europe Occidentale et à les placer sous le contrôle d'une poignée de monopolistes américains et allemands, qui vise à créer le chômage et une réserve de main-d'œuvre bon marché ; à frapper le niveau de vie des travailleurs, à travailler pour la guerre au lieu de travailler pour la paix, – le Plan Schuman est déjà en cours d'application.

Ce plan de guerre et de misère n'a pas encore été signé par les gouvernements marshallisés. Cependant, ceux-ci sont déjà en train d'exécuter les ordres reçus des Etats-Unis et mettent en mouvement l'organisme géant de monopolisation de l'acier et du charbon, connu sous le nom de plan Schuman.

La Conférence Internationale organisée à Paris, du 22 au 24 septembre, par les Unions Internationales des Syndicats des Mineurs et des Métallurgistes (Départements Professionnels de la F.S.M.) en a donné de nombreuses preuves.

Cette Conférence a réuni 63 délégués, et parmi ceux-ci les dirigeants des syndicats de lutte de classe de l'Italie et de la France ; des délégués d'entreprises de l'industrie mécanique de Grande-Bretagne, élus par leurs camarades pour les représenter ; des militants de base des syndicats des mineurs et des métallurgistes de Belgique, Hollande, Luxembourg, Sarre – et d'autres qui ont été exclus de leurs organisations syndicales par des dirigeants réactionnaires parce qu'ils avaient osé lancer parmi les ouvriers la discussion sur la nature véritable du plan Schuman. En outre, des représentants des commerçants et d'autres groupes de la population laborieuse étaient présents à la Conférence, accompagnant la délégation française.

Les délégués de l'Allemagne Occidentale et de la République Démocratique Allemande s'étaient vu refuser le visa d'entrée en France. Mais ils avaient envoyé des messages, annonçant qu'ils mobilisaient les travailleurs allemands dans la lutte aux côtés des travailleurs des autres pays contre les monopolistes, contre la militarisation de la Ruhr, contre la transformation de l'Europe Occidentale en un arsenal gigantesque pour la guerre contre l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires.

Car la lutte contre le Plan Schuman est déjà engagée. Et la preuve a été donnée à cette conférence que là où un travail suffisant d'explication est fait parmi les travailleurs et les autres couches de la population dans une région menacée, ceux-ci peuvent être engagés dans une action unie ; et la preuve a été donnée que par l'unité dans la lutte **ils peuvent infliger une défaite aux monopolistes et sauver leurs mines, leurs usines et leurs emplois. Ils peuvent sauver les boutiques et les petites entreprises dont la prospérité dépend des salaires des travailleurs. Et quand un nombre suffisant de régions sont mobilisées pour l'action, elles peuvent sauver l'économie de leur pays et son indépendance nationale.**

Des travailleurs gèrent ces usines

PRENONS par exemple ce que les délégués italiens ont raconté sur la grande bataille qui est livrée – avec succès – à Gênes. Leur industrie est menacée, comme elle l'est dans l'ensemble de leur pays, par les classes dirigeantes, par leur politique de spéculation, de développement de la production d'armements avec ses profits élevés, suivie par la fermeture des usines et la transformation de l'Italie en une colonie des Etats-Unis.

Il y a deux usines à Gênes, Bagnara-Sestri et Ilva Bolsaméto, où grâce à l'appui de la population, des

travailleurs ont pu refuser de se soumettre au plan de chômage et de misère.

L'usine Bagnara-Sestri est une entreprise privée qui emploie 800 travailleurs ; elle a été fermée le 30 juin par le patron de l'usine afin de briser la résistance des travailleurs au licenciement de 40 % du personnel et à la diminution des primes de production. Le patron avait refusé d'examiner les propositions faites par les travailleurs pour transformer la production, afin de rendre possible la fabrication de nouveaux produits.

Les ouvriers ont occupé l'usine. Ils ont expliqué aux commerçants que la fermeture de l'usine leur nuirait : et les commerçants, des hommes d'affaires et des fermiers leur ont prêté assez d'argent pour qu'ils puissent continuer la production. Les travailleurs ont fabriqué des autobus qui ont été achetés par le Conseil municipal démocratique. Ils ont construit et stocké des wagons de chemins de fer, qui avaient été auparavant commandés par le Gouvernement et que celui-ci refuse maintenant de payer.

Le Gouvernement a essayé de briser leur unité en obtenant un jugement de déclaration de faillite contre eux, mais les ouvriers ont résisté fermement. Comme le déclarait Lantero, Secrétaire Général des syndicats de la métallurgie de la Province de Gênes : « Si le Gouvernement essaye d'occuper de force les usines, il se trouvera en face de 25.000 ouvriers et membres de la population prêts à se battre pour leurs droits. »

A l'usine Ilva-Bolsameto, entreprise semi-nationalisée, 1.063 ouvriers ont également continué à produire sans la direction de l'entreprise pendant près de trois mois. La population entière de la région les a aidés en collectant de la ferraille et en la leur apportant pour le nouveau four Martin construit par les ouvriers.

G. Roveda, Président du Département International de la Métallurgie, déclara à la Conférence : « J'ai visité ces usines et j'ai vu la fierté des vieux travailleurs qui font marcher leur usine et qui la modernisent, qui développent des techniques nouvelles. Ils m'ont demandé de vous dire qu'ils continueront la lutte aux côtés des travailleurs de tous les pays pour augmenter la production de paix – et non la production de guerre. »

La lutte pour le plein emploi

Une ligne générale se dégage de l'ensemble de la discussion. La lutte contre le Plan Schuman et contre les préparatifs de guerre ne peut être séparée de la lutte pour le plein emploi et pour un niveau de vie suffisant.

En Grande-Bretagne, les travailleurs ne considèrent pas encore le plan Schuman comme un problème important. Mais Dave Michaelson, Secrétaire du Conseil National des délégués d'entreprises des industries mécaniques, a indiqué comment on peut montrer aux travailleurs britanniques que la pression américaine s'efforce d'obliger leur gouvernement à changer sa position et à accepter le Plan Schuman ; et que la formation d'un monopole gigantesque sur le Continent, monopole dont l'industrie britannique ne pourrait pas soutenir la concurrence, abaisserait nécessairement le niveau de vie des travailleurs britanniques. Une fois que ceux-ci auront clairement compris le problème, il sera possible de les mobiliser en masse contre l'application du plan Schuman en Grande-Bretagne.

Des progrès ont déjà été réalisés. Une conférence a réuni à Londres, le 16 juillet, des délégués d'entreprises représentant 55.000 travailleurs, qui ont dénoncé le plan Schuman et appelé tous les travailleurs des industries métallurgiques à le combattre.

En France également, à la Conférence nationale de septembre pour la défense des industries minières et de l'acier, 500 délégués ont adopté à l'unanimité une résolution appelant à la formation de comités de défense régionaux et locaux représentant toutes les industries et toutes les couches de la population.

Des conférences analogues ont été tenues en Italie et dans la République Démocratique Allemande. Un accord d'action commune a été conclu en juin par des représentants de la C.G.T. française et de la Fédération des syndicats allemands libres (F.D.G.B.).

L'unité peut être forgée

LA Conférence Internationale apporta de nombreux autres exemples concrets de la façon dont les travailleurs passent à la contre-attaque devant la trahison de leurs intérêts.

A la grande usine M.A.P., près de Paris, qui avait conquis de nouveaux marchés pour les tracteurs français, les ouvriers luttent depuis le mois de février contre les tentatives qui sont faites pour arrêter la production ; et ceci alors que les paysans manquent d'équipements agricoles et qu'une usine américaine de tracteurs est construite à Saint-Dizier.

En France encore, dans les districts miniers, 79 mines de charbon ont été fermées et plus de 72.293 mineurs ont été licenciés. Les mines de l'Allier, dans le centre de la France, arrêtent leur production à Saint-Eloi-les-Mines, les mineurs travaillent 9 jours par quinzaine ; à Sainte-Florine, les travailleurs sont transférés à un autre district minier, ce qui prépare la fermeture de tous les puits de la Haute-Loire.

Les primes de production sont réduites de 30 % ; les primes prévues par le statut des mineurs ne sont pas payées ; de nombreux mineurs sont déclassés sans motif ; on licencie des victimes d'accidents du travail qui ont une incapacité de travail de 15 ou de 20 %, et on licencie des mineurs de moins de 50 ans et qui n'ont donc pas droit à une pension, bien qu'ils aient travaillé 30 ans dans la mine.

Cependant Henri Gaillard, Secrétaire de la section de Force Ouvrière, (organisation syndicale scissionniste) à Chocques, dans le district d'Auchel, présent parmi les délégués, a prouvé qu'un front uni peut être formé pour sauver les mines.

Henri Gaillard a relaté comment les membres des trois organisations syndicales et les travailleurs inorganisés ont formé un comité d'action pour défendre leur industrie. Comment ils ont obtenu le soutien de la population et d'un certain nombre de Conseils municipaux et de députés appartenant à des partis politiques divers.

Il a conclu son discours par cette intervention passionnée : « En avant, camarades de toutes les tendances syndicales, politiques, idéologiques et religieuses, pour l'unité d'action, pour la victoire, pour la liberté et pour la paix. »

D'autres délégués ont décrit l'action entreprise pour empêcher la production de guerre dans les usines. De nombreuses usines ont été fermées soit pour être reconverties, soit dans le but de réembaucher les travailleurs à un salaire plus bas, alors que l'activité des laminoirs se ralentit parce qu'il n'y a pas assez d'acier. Pendant ce temps, les usines dans lesquelles des capitaux américains ont été investis travaillent déjà pour la guerre directement ou indirectement, et embauchent de nouveaux ouvriers. Ceux-ci font des heures supplémentaires – dans certains ateliers ils travaillent plus de soixante heures par semaine.

La grande trahison

AU Luxembourg, où l'évolution de l'industrie de l'acier est décisive pour l'ensemble de l'économie nationale, le plan Schuman est une question de vie ou de mort. Il a le soutien du gouvernement et des dirigeants marshallisés des syndicats. « Ils sont prêts, a déclaré un délégué, à sacrifier notre indépendance dans l'intérêt de l'exploitation capitaliste. ... »

On engage les travailleurs à accroître la productivité ; les prix augmentent, tandis que le total des salaires payés par l'industrie de l'acier a diminué et que le chômage a commencé à se développer. Parallèlement les travailleurs renforceront leur résistance aux attaques contre leur niveau de vie.

Dans les laminoirs belges – dont les clients principaux étaient la France et l'Allemagne occidentale – les travailleurs chôment trois jours par semaine. Il y a des licenciements dans presque toutes les mines de charbon tandis qu'on y fait venir des mineurs hollandais et italiens pour les faire travailler à des salaires plus bas. En Belgique aussi, les dirigeants de droite des syndicats ont exprimé leur plein accord avec le plan Schuman. Mais ils craignent des réactions des travailleurs de la base, et même de leurs propres fonctionnaires syndicaux à l'échelle locale où régionale, dans le cas où ceux-ci connaîtraient en détail le

Plan Schuman, sa signification et ses conséquences.

Un métallurgiste belge a raconté comment, à une réunion du Conseil Général de la Fédération des syndicats de la Province du Brabant à Bruxelles, un délégué a insisté sur les dangers du Plan Schuman et a demandé aux dirigeants d'expliquer pourquoi ils le soutiennent.

Le secrétaire a déclaré qu'il savait très peu de choses au sujet du Plan Schuman, et s'en référa au Président Correman. Ce dernier prétendit qu'il en savait encore moins que le secrétaire. Les délégués attendent encore que leurs dirigeants leur expliquent pourquoi ils ont pris cette décision en leur nom, sans les consulter.

Un délégué de la Sarre s'est exclamé : « Ils essaient de nous employer pour abaisser les salaires des mineurs français ». Dans la Sarre, tandis que la production monte et que les prix augmentent à une vitesse inouïe, les salaires sont réduits, la liberté de parole est supprimée, les réunions des organisations progressistes sont interdites, et les foyers des travailleurs sont soumis à des perquisitions.

Des métallurgistes sarrois, qui travaillaient dans les usines de l'Ouest de la France, ont été renvoyés sans préavis, emmenés sous escorte par la police française dans la Sarre, où on leur assigna un nouvel emploi – à un salaire inférieur – dans le bâtiment ou l'agriculture.

Les dirigeants de droite des syndicats excluent les militants qui se battent le plus activement contre la guerre et contre la misère, et souvent le Haut-Commissaire français les expulse. Les dirigeants du syndicat auquel appartient l'un des délégués lui ont dit de ne discuter le plan Schuman dans aucune réunion, car « tous les membres du syndicat sont liés par la résolution que nous avons votée. »

Mais bien que tous les travailleurs sarrois ne saisissent pas encore la nature véritable du plan Schuman, ils comprennent bien ce que veut dire la « diminution du coût de production » et se mobilisent pour la défense de leur niveau de vie.

En Hollande, le chômage n'est pas encore un problème majeur dans les industries de l'acier et du charbon, mais le plan Schuman prend la forme d'une exploitation brutale des travailleurs. Les « Hauts Fourneaux et Acières Royales » qui emploient 7.000 ouvriers, ont déclaré pour l'année dernière un bénéfice net avoué de 14 millions de florins, soit 44 % du capital déclaré, alors que les sommes totales payées aux salariés étaient de 16 millions de florins. En d'autres termes, Val Tilburg, Secrétaire du Comité des délégués d'entreprises des Hauts-Fourneaux de Velsen, a déclaré à la Conférence : « une poignée de parasites a accaparé plus de 46 % du gain réalisé par le travail de 7.000 hommes. »

Dans les Hauts-Fourneaux, a déclaré Van Tilburg, la Fédération des ouvriers métallurgistes affiliée au Département International de la Métallurgie de la F.S.M. est plus forte que les trois autres syndicats à direction réactionnaire, et elle se renforce en organisant l'unité d'action contre le plan Schuman.

Dans les mines, un catholique risque l'excommunication s'il s'inscrit à un autre syndicat que les syndicats catholiques, dont les dirigeants soutiennent ouvertement la collaboration entre le capital et le travail. Cependant les forces progressistes s'unissent à la base, et se préparent à éditer une publication qui orientera les mineurs dans leur lutte contre les dirigeants réactionnaires des syndicats et pour une politique basée sur le programme de la F.S.M.

Pour le Progrès et pour la Paix

LOUIS SAILLANT, Secrétaire Général de la F.S.M., a souligné dans son discours fait à la séance de clôture le rôle de cette conférence dans le renforcement de la lutte pour l'unité syndicale internationale, pour le progrès social et pour la paix.

Louis Saillant a démontré que le Plan dit Schuman était « une violation évidente et absolue des accords de Potsdam. » La politique d'entente des capitalistes germano-américains, contraire à ces accords et systématiquement appliquée depuis cinq ans, « aboutit à la reconstruction inévitable des pouvoirs politiques

et économiques des forces qui ont amené l'hitlérisme au pouvoir » et à « la reconstitution de la puissance militaire de l'Allemagne occidentale non-dénazifiée. »

Ceux qui se sont engagés dans la voie de la préparation à la guerre « appliquent une politique qui est celle du nazisme. Et, justement, le pool acier-charbon en préparation en est la preuve la plus convaincante et la plus probante par son origine même. »

Louis Saillant démontra que « le père spirituel, politique, le père théorique du pool acier-charbon est M. Hermann Roechling qui était, avant et pendant la guerre, le président de l'Union de l'empire germanique de la production du fer et de l'acier. »

Louis Saillant déclara : « Nous pouvons donc bien en conclure que le plan Schuman est un plan de fascisation, de nazification de l'économie européenne. »

D'autre part, il y avait la victoire de la paix qu'était la création de la République Démocratique Allemande. Quelle était la situation nouvelle pour la F.S.M. ? « C'est que les syndicats allemands de l'Allemagne Orientale avaient la possibilité de participer davantage à une politique de paix ; c'est qu'ils avaient la possibilité de prolonger de façon totale, sur le plan économique et social, la défaite militaire d'Hitler. »

En conclusion, il déclara : « Vous nous avez aidés à comprendre la nécessité de renforcer notre front commun avec la Fédération Syndicale Libre d'Allemagne... avec les travailleurs de l'Allemagne Occidentale trompés par des dirigeants indignes... avec le Conseil Central des Syndicats Soviétiques, force essentielle et, nous pouvons dire, élément principal de l'autorité et de la sûreté de notre Fédération Syndicale Mondiale par l'apport puissant de ses syndicats au développement de notre mouvement syndical international et par la large compréhension qu'ont les Syndicats Soviétiques de leur devoir de solidarité internationale et de l'amitié qu'ils portent aux travailleurs de tous les pays.

« Vous nous avez aidés dans la nécessité de renforcer notre front commun avec tous les partisans de la paix, car les jours que nous vivons montrent de plus en plus que la paix, pour être défendue, a besoin du rassemblement de tous ceux qui, à travers le monde, veulent la paix parce qu'elle est pour eux indispensable en vue de poursuivre la politique qui est la leur : celle du développement des droits démocratiques des peuples et de la réalisation des revendications sociales propres à la classe ouvrière. »